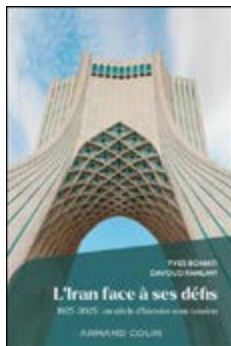


RECENSIONS



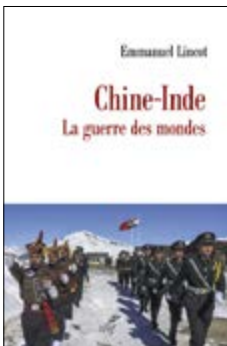
Yves BOMATI, Davoud PAHLAVI
*L'Iran face à ses défis. 1925-2025 :
un siècle d'histoire sous tension*

Paris, coll. Armand Colin Histoire, 2026, 368 p.

Cent années d'histoire intérieure et extérieure de l'Iran, de Reza Shah Pahlavi aux ultimes événements secouant la République islamique, sont ici retracées et analysées dans une mise en perspective historique bien appréhendée de Reza Shah en 1925, Ali Foroughi, Mossadegh dans les premières années 1950, Mohammad Reza Pahlavi et la révolution blanche de 1963 et Khomeyni en 1979. Cet ouvrage à deux voix est tout à fait passionnant tant l'érudition, de nature différente, des auteurs est prétexte aux évocations et aux développements maîtrisés tout au long de ce cheminement historique, politique et stratégique. Yves Bomati, docteur ès lettres et sciences humaines, est diplômé de l'École pratique des hautes études, historien spécialiste de l'Iran et auteur de six ouvrages sur ce pays dont récemment *Les assassins d'Alamût* (Armand Colin 2024). Davoud Pahlavi, Petit neveu du dernier Shah, fait partie de l'opposition monarchiste au régime actuel. Faisant le choix d'une approche chrono-thématique, l'ouvrage ouvre donc ses développements à partir de la fondation d'une monarchie moderne par Reza Shah jusqu'à Ali Reza en passant par les années Mossadegh et la nationalisation du pétrole puis également l'Opération *Ajax* d'août 1953 planifiée par le MI6 et la CIA apparaissant comme l'un des événements fondateurs de l'Iran moderne dans la mesure où il a foulé aux pieds le rêve d'indépendance nationale en infligeant à la mémoire nationale cette blessure encore aujourd'hui sensible. La deuxième période étudiée évoque le défi pour l'Iran de concilier une politique d'indépendance nationale et de conformation à l'ordre américain jusqu'en 1971. Évidemment le chapitre troisième ne pouvait qu'évoquer la décennie 1970 et ses différentes contradictions jusqu'à l'avènement de la révolution islamique de 1979, dont l'analyse constitue le quatrième chapitre jusqu'à nos jours. Enfin les auteurs utilisant l'un les archives, l'autre les souvenirs, ont voulu consacrer un dernier développement sur une prospective mêlant l'importance du jeu d'une diaspora divisée face à un système politique se maintenant, les strates non poreuses d'une société compartimentée, l'impact des sanctions sur la capacité

économique du pays mais également son ouverture vers la Turquie, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud avec un partenariat spécifique avec la Chine, dans sa restauration des routes de la soie, et la Russie en termes stratégiques. La discussion entre les auteurs porte notamment sur le fait de savoir si le soutien de la population est acquis au régime même chez ses opposants lorsque l'Occident essaie de changer la situation intérieure par des guerres de bombardements aussi sanglantes qu'inutiles telle que la récente guerre des douze jours. Il apparaît bien qu'on ne change pas un régime de l'extérieur et que des agressions externes viennent au contraire, cristalliser, coaliser les populations autour de leur système de gouvernement, notamment lorsqu'il s'agit d'une population nationaliste et fière de son identité comme celle de l'Iran d'aujourd'hui. Les menaces subies tout au long de son histoire et les réflexes développés pour *préserver ses caractéristiques propres et les rendre offensives pour mieux les protéger* constituent l'une des tendances lourdes de l'identité stratégique de l'Iran et de sa façon de concevoir son « rôle » géopolitique. Au total, la longévité de la dernière dynastie des Pahlavis et de la république islamique, est un élément structurant de la bonne compréhension de la société iranienne, laquelle est encore largement imparfaitement comprise par l'Occident lequel prend encore ses aspirations modernes pour un rejet des traditions et sa soif d'innovation pour un rejet de son identité sous couvert de progrès. Permettre de faire mieux comprendre au lecteur les enjeux liés aux aspects fondamentaux de l'histoire et l'identité iraniennes sur la dernière centaine d'années est l'objectif réussi de cet ouvrage, lequel présente également l'intérêt de reposer sur un appareillage de notes précis, un index pertinent et une bibliographie sélective tout à fait adaptée.

Roland Pipet



Emmanuel LINCOT

Chine-Inde. La guerre des mondes

Paris, Cerf, 2026, 304 p.

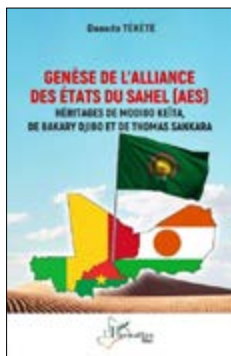
Professeur à l'Institut catholique de Paris (ICP) et directeur de recherche à l'IRIS, Emmanuel Lincot est un spécialiste reconnu de l'histoire politique et culturelle de la Chine contemporaine (récemment *Le Très Grand Jeu : Pékin face à l'Asie centrale* et *L'Asie, terre de conflits*, Le Cerf). C'est fort de cette expertise qu'il propose au lecteur un ouvrage à l'analyse approfondie sur les deux espaces civilisationnels

prédominants en Asie et leur longue histoire. Son approche se distingue particulièrement notamment par la prise en compte des « mythologies politiques », des « enjeux culturels et patrimoniaux » et des imaginaires des deux États-continentaux asiatiques, cette partie intégrant naturellement sur plusieurs milliers d'années les percées étrangères historiques insérées progressivement dans la culture nationale, le façonnement religieux et philosophique des différentes populations les constituant, l'héritage de leurs systèmes de représentation passant par la littérature, la musique et les courants de pensée. À cet égard, Emmanuel Lincot déploie une érudition tout à fait impressionnante doublée d'un style d'écriture permettant l'assimilation par le lecteur de notions culturelles restées opaques sans cet effort d'élucidation et d'explicitation. Dans la lente élaboration de leur identité, le passage à la phase de construction de leur système de gouvernement voit la question centrale de la frontière, son *hinterland*, les corridors, les prolongements territoriaux, etc., apparaître, selon l'auteur, comme fondatrice de l'histoire et l'environnement respectifs des deux nations : « l'Inde partage avec la Chine une culture impériale, et une vision stratégique privilégiant sur le temps long les alliances de revers » (p. 122). Ici, Emmanuel Lincot entraîne le lecteur à s'arrêter à l'exemple du Cachemire dont les entrelacs géostratégiques et l'importance géopolitique récents possèdent des implications concrètes dans de multiples domaines : « ce que recherche avant tout New Delhi est une sanctuarisation de ses intérêts dans une région hautement stratégique et sensible, puisqu'elle se trouve aux avant-postes du China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) pour lequel Pékin a investi plus de 50 milliards de dollars ; lequel prend son départ dans la région, dite autonome ouïgoure du Xinjiang, à Kachgar, traverse le nord du Pakistan jusqu'à Islamabad (...) et achève son parcours en formant une boucle passant par Karachi, puis le port en profond de Gwadar, sous contrôle chinois depuis 2015, après signature d'un contrat de location d'une durée de 40 ans. Cette voie présente d'immenses opportunités pour la Chine : contourner l'Inde, assurer son approvisionnement énergétique comme réponse au dilemme de Malacca et ménager pour Pékin, une profondeur stratégique à destination de l'Afrique orientale et du Sri Lanka, d'une part, mais aussi dans le prolongement de l'arc himalayen de l'autre, c'est-à-dire sur l'ensemble du pourtour tibétain (...). Partant, dans son expression interrégionale et géostratégique, le Cachemire est pour la Chine, le chaînon déterminant d'un axe sécuritaire, plus vaste situé dans sa périphérie, à la fois occidentale et méridionale » (p. 129) ; l'auteur confirme plus avant, que c'est bien le Tibet et, dans son prolongement le Cachemire ainsi que toute l'aire himalayenne, qui constituent « la principale pierre d'achoppement entre la Chine et l'Inde, le creuset de tous leurs

affrontements futurs. Tel deux bras, la LAC et la LoC prennent en tenaille, l'Inde depuis cette région stratégique, convoitée pour ses ressources et d'entre toutes, l'eau ». Après l'étude de leurs fondements historiques, culturels et identitaires, l'ouvrage se livre à une étude des politiques extérieures comparées des deux pays avant de poser la question de la perspective « de nouvelles configurations stratégiques » ainsi qu'une prospective des différentes stratégies à l'œuvre, qu'elles aboutissent au maintien du dialogue actuel, notamment dans le cadre des BRICS et la contestation du cadre international occidental ou à un affrontement direct des deux géants à trois milliards d'habitants. Un ouvrage tout à fait passionnant en raison du décalage de son point de vue associant démarche pluridisciplinaire jusqu'aux analyses anthropologiques, philosophiques, et échappées érudites tirées d'une expérience qui n'appartient qu'à l'auteur.

Renaud Ponant

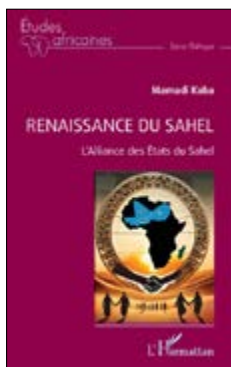
LE SAHEL SE TOURNE VERS L'AVENIR



Daouda TÉKÉTÉ

*Genèse de l'alliance des États du Sahel (AES).
Héritages de Modibo Keïta, de Bakary Djibo et de
Thomas Sankara*

Paris, L'Harmattan, 2025, 296 p.



Mamadi KABA

*Renaissance du Sahel.
L'Alliance des États du Sahel*

Paris, L'Harmattan, 2025, 104 p.

Sahel Benkan, l'hymne de l'Alliance des États du Sahel (AES), a retenti pour la première fois, le 9 juin 2025, dans les palais présidentiels des trois pays de cette confédération : Burkina Faso, Mali et Niger. Au Mali, c'était au palais de Koulouba, lors de la cérémonie de montée des couleurs, qui a lieu chaque début de semaine en présence du président de transition, le général Assimi Goïta. Une manière pour les autorités de transition de galvaniser les populations et, dans un contexte d'intensification des attaques djihadistes, de mobiliser la population derrière l'armée.

Une occasion de jeter un regard neuf sur cette vaste zone géopolitique, située entre l'Océan Atlantique et l'Océan Indien. Aire de contact traditionnelle entre le monde arabo-musulman et l'Afrique qu'on a longtemps qualifiée de noire, la zone saharo-sahélienne, ou plus strictement le Sahel, s'est muée en quelques années en une localité conflictuelle, susceptible de devenir la terre d'accueil du djihad mondialisé à mesure que celui-ci reflue de la Mésopotamie et du Croissant fertile, comme elle est une des sources, ou point de passage des flux migratoires se dirigeant vers l'Europe. Ces enjeux, géopolitiques, sécuritaires, économiques, humains et sociétaux intimement mêlés se déroulent dans des pays avec la plus forte natalité de la planète

Terre, comme l'est le Niger (taux de fécondité de 7,3), phénomène qui accentue les pressions sur les ressources, les sols, les services publics (éducation, santé...) alimentant des insatisfactions croissantes au sein d'une jeunesse, inemployée à 35-40 %, qui accède désormais aux flux d'information, de propagande et de mobilisation mondiaux, ce qui contraste avec la situation d'enclavement dans laquelle se trouve la majorité de pays sahéliens, créant de véritables chaudrons sécuritaires.

On peut dire que la zone du Sahel cumule, en dehors des pandémies, six des sept plaies de l'Afrique, même si cette image véhiculée par la pensée euro-centrée peut parfois être remise en cause : désordre sécuritaire ; sécheresse, famine, malnutrition, pauvreté ; pandémies (le taux de prévalence du SIDA est de moins de 1 % en Mauritanie et de moins de 10 % dans les quatre autres membres du G5 Sahel, contre plus de 30 % au Zimbabwe et au Botswana) ; corruption et trafics de toute nature ; héritage des frontières coloniales ; faible couverture sociale (éducation, santé...) et administrative ; déficience de la construction étatique et gouvernance.

Ces pays du Sahel, dotés de vastes territoires mais peu peuplés en dehors du Burkina Faso, ont essayé de programmer une coopération régionale orientée vers le développement et la sécurité. C'est ainsi qu'en 2017 plusieurs « partenaires au développement » créent l'Alliance Sahel, pour soutenir davantage et mieux les initiatives de développement au Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad), regroupant 27 organisations et pays.

Le succès a-t-il été au rendez-vous ? Certes les projets en cours d'exécution ont triplé en volume et quadruplé en valeur. La croissance du portefeuille tient à l'augmentation continue du nombre de membres de l'Alliance Sahel. Cette augmentation reflète également une augmentation significative des portefeuilles de la plupart des membres. En 2022, le portefeuille de l'Alliance Sahel, constitué de 1330 projets, atteignait un montant total de 26,47 Mds €. Cette Alliance du Sahel, qui regroupe donateurs et bénéficiaires, ne correspondait plus aux évolutions politiques et idéologiques des pays du Sahel qui, tous, de 2020 à 2023, ont été secoués par une série de coups d'État et ont demandé le départ des forces françaises de l'opération Barkhane.

Aussi, Mali, Burkina Faso et Niger ont, le 16 septembre 2023, institué une alliance défensive dont la priorité sera la lutte contre le terrorisme. « *Cette 'Charte du Liptako-Gourma' crée 'l'Alliance des États du Sahel' (AES)* », avait écrit Assimi Goïta, le chef d'État malien. Son but est « *d'établir une architecture de défense collective et d'assistance mutuelle* ».

La Charte prévoit (art. 6) que « toute atteinte à la souveraineté et à l'intégrité du territoire d'une ou plusieurs parties contractantes sera considérée comme une agression contre les autres parties et engagera un devoir d'assistance et de secours de toutes les parties, de manière individuelle ou collective, y compris l'emploi de la force armée pour rétablir et assurer la sécurité au sein de l'espace couvert par l'Alliance ».

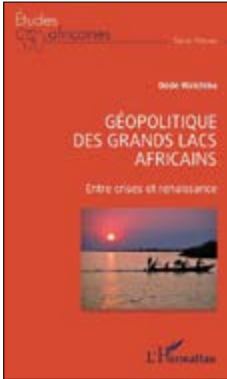
L'AES a vite évolué vers une ébauche de Confédération, se dotant d'une armée commune, d'un passeport partagé, et se dirige vers une monnaie commune. Cette force armée conjointe, note Mamadi Kaba, doit être capable de répondre de manière coordonnée et efficace aux menaces transfrontalières. Ces trois pays, bien que chacun dispose d'une armée nationale, ont reconnu que la nature asymétrique des conflits dans la région du Sahel nécessite une coopération militaire accrue. Les groupes terroristes, opérant à travers des frontières souvent incontrôlées, peuvent attaquer un pays et se réfugier dans un autre, ce qui rend difficile la lutte contre ces entités pour les pays opérant de manière isolée.

L'un des objectifs stratégiques de l'Alliance est donc de soutenir une plus grande intégration économique entre les trois pays. Cela implique le développement de projets d'infrastructure communs, tels que la construction de routes et de voies ferrées, et l'amélioration de l'accès aux marchés régionaux et internationaux. Cette coopération vise également à renforcer la résilience face aux chocs climatiques, notamment dans une région où la désertification menace la sécurité alimentaire. En outre, l'AES s'efforce de mieux utiliser les ressources naturelles de la région, en veillant à ce que les bénéfices générés profitent directement à la population locale plutôt qu'aux entreprises étrangères. Cette approche vise à briser les anciens modèles dans lesquels l'exploitation des ressources enrichissait les élites ou les acteurs externes sans bénéficier aux communautés locales.

Mais, plaident les auteurs – le premier, journaliste malien qui a été chargé de la communication au ministère de l'Éducation, le second, jeune activiste guinéen –, pour sa consolidation, cette Confédération doit se départir des stratégies de gouvernance héritées de la colonisation et sortir progressivement des réalisations financées par des ONG et des gouvernements occidentaux. La Confédération manque-t-elle de ressources pour sa survie ? Non, c'est parce que d'autres nations veulent ses ressources pour leur propre peuple. Elle doit éviter cette nouvelle guerre secrète contre elle et une autre distraction des vrais coupables. C'est prendre une mauvaise direction que de concevoir la Confédération de l'AES et le continent africain en s'inspirant et/ou en maintenant le système de gouvernance comme en Europe ou en Amérique.

Ce retour aux sources est méritoire, et on verra dans quelle mesure il conciliera démocratie, équité, efficacité, stabilité et sécurité, une équation comportant bien des inconnues.

S.E.M. Eugène BERG



Dédé WATCHIBA

Géopolitique des Grands Lacs africains.

Entre crises et renaissance

Paris, L' Harmattan, 2025, 280 p.

L'instabilité qui caractérise les Grands Lacs n'est pas une fatalité, estime l'auteur au terme de son étude approfondie de cette région, où se déroule depuis 1997 une guerre quasi permanente, que l'on a dénommée « première guerre mondiale » africaine, du fait de l'implication, selon les époques, d'une dizaine de pays et dont les victimes, principalement civiles, s'élèvent de 2 à 4 millions ! Certes, la persistance des conflits armés, la mauvaise gouvernance, l'exploitation anarchique des ressources naturelles et les rivalités géopolitiques freinent la stabilité et le développement. Mais en parallèle, les tendances positives ne manquent pas, argumente Dédé Watchiba, expert et professeur à l'université de Kinshasa et chercheur associé à la *Queen's University* (Canada).

L'essor des infrastructures régionales, la montée en puissance des nouvelles technologies, l'intégration progressive des économies et l'émergence d'une société civile plus engagée sont autant de signes que cette région a le potentiel de sortir du cycle de crises et de poser les bases d'un développement durable. Les scénarios prospectifs explorés dans cet ouvrage montrent que l'avenir des Grands Lacs dépendra largement des décisions stratégiques prises aujourd'hui. Ce que nous espérons en voyant les efforts de médiation déployés par l'administration Trump qui se poursuivent au Qatar. Une mobilisation économique et politique renforcée, combinée à des réformes institutionnelles et une gouvernance plus transparente, pourrait transformer cette région en un pôle de croissance et de stabilité pour l'ensemble du continent africain.

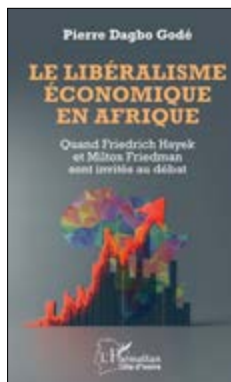
À l'inverse, une poursuite des rivalités, une exploitation non régulée des ressources et une gestion inefficace des crises risquent d'aggraver la fragmentation et d'entraver toute perspective de développement durable. L'exploitation responsable des ressources naturelles est également un impératif. La mise en place de régulations claires et la valorisation locale des matières premières permettraient

de mieux redistribuer les richesses et d'éviter qu'elles ne financent de nouveaux cycles de violence.

Un contrôle plus rigoureux des minerais stratégiques et des hydrocarbures, combiné à une gestion durable des forêts et des eaux partagées, pourrait transformer ces ressources en moteurs de développement plutôt qu'en sources de conflit. Le renforcement du *soft power* régional est un autre levier stratégique. La diplomatie culturelle, l'éducation et la coopération universitaire peuvent jouer un rôle clé dans la construction d'une identité régionale partagée et d'une paix durable. Les échanges culturels et intellectuels entre les peuples des Grands Lacs doivent être encouragés pour dépasser les clivages nationaux et historiques.

Enfin, la souveraineté numérique et la cybersécurité doivent être prises en compte dans les stratégies de développement régional. À l'ère de la digitalisation, il est impératif que la région développe des cadres de régulation adaptés pour protéger ses infrastructures numériques et favoriser l'émergence d'une économie digitale compétitive. L'investissement dans les nouvelles technologies et la protection des données pourrait être un atout majeur pour moderniser les États et renforcer leur résilience face aux menaces cybernétiques. Les Grands Lacs africains ne sont ni condamnés à la violence ni promis à une prospérité automatique.

S.E.M. Eugène BERG



Pierre Dagbo GODÉ

Le libéralisme économique en Afrique.

Quand Friedrich Hayek et Milton Friedman sont invités au débat

Paris, L'Harmattan, 2025, 226 p.

Dans cet ouvrage, Pierre Dagbo Godé, philosophe, professeur de science politique et d'économie à l'université de Cocody-Abidjan, ne se contente pas de discuter de la théorie économique. Il plonge dans le concret, dans le vécu des nations africaines, pour illustrer comment des concepts abstraits comme la privatisation, la dérégulation ou la libre concurrence, préconisées par le fameux « *consensus de Washington* », ont pris forme sur le terrain. Il raconte ici des histoires de réussites, mais aussi de revers cinglants, de promesses non tenues et de populations confrontées à des transformations économiques abruptes. Ce n'est pas simplement une analyse froide et distante, mais une analyse ancrée dans la réalité de peuples qui, souvent, voient leurs vies

bouleversées par des décisions prises bien loin de chez eux. Il fait penser à la phrase de Catherine II à Diderot, qui lui avait confectionné une Constitution idéale pour son pays : « Vous écrivez sur du parchemin, moi sur la peau de mon peuple ! ».

Ce livre, rigoureux et proche des existences humaines, va au-delà du simple constat critique. Il aspire à ouvrir des pistes de réflexion sur l'avenir. Car, au fond, le véritable enjeu est de savoir si les concepts développés par Hayek et Friedman, qui ont été des pionniers de la pensée libérale au *xxi*^e siècle, peuvent se réinventer pour répondre aux défis de l'Afrique contemporaine. Quels sont les obstacles à une authentique libéralisation des économies africaines ? Pourquoi le marché libre, idéal des libéraux, reste-t-il si souvent hors de portée sur ce continent ? Et surtout, comment ces théories pourraient-elles être adaptées pour servir les intérêts des Africains eux-mêmes, plutôt que de se plier aux attentes de la communauté internationale ? Ce livre est une invitation à réfléchir ensemble à ces questions essentielles.

En explorant la place de l'Afrique dans le vaste mouvement de la mondialisation, l'on peut s'interroger aussi sur la relation complexe entre les économies africaines et le reste du monde. Les réformes libérales, souvent associées à une ouverture aux marchés mondiaux, ont-elles été des tremplins vers le progrès ou bien des pièges qui ont enfermé les nations africaines dans une dépendance encore plus forte ? Les histoires des ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale sont parfois tragiques, mais elles contiennent aussi des leçons précieuses sur la manière dont les principes libéraux ont été détournés, mal appliqués, ou tout simplement incompris. À travers ces pages, le lecteur pourra percevoir la complexité de ces interactions et se faire sa propre opinion sur la viabilité du libéralisme économique en Afrique.

S.E.M. Eugène BERG



Aboubakar OUATTARA

Prospective géopolitique française en Afrique noire francophone postindépendance

Paris, L' Harmattan, 2025, 254 p.

Dans un intervalle temporel restreint, entre 2020 et 2023, les positions préexistantes du Mali, du Burkina Faso et du Niger et celles de la France n'ont pas fondamentalement varié, constate l'auteur qui a piloté le département de français de l'université de Tromsø en Norvège. Son analyse est nette, franche, percutante. Les pays de la confédération

AES (Alliance des États du Sahel) ont bien tourné le dos à la France au nom de leur souveraineté, et la France n'a pu qu'en prendre acte après en avoir condamné les dirigeants.

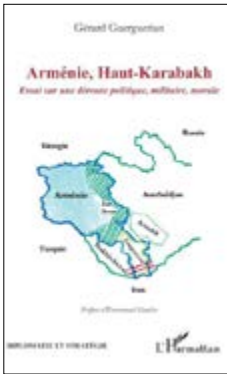
L'aspiration des peuples à plus de liberté et des États au libre choix de leurs partenaires stratégiques est désormais intégrée au cahier des charges géopolitiques de chaque État. Les États d'Afrique francophone subsaharienne connaissent un accroissement de la conscience géopolitique des citoyens, elle-même liée à une élévation du niveau d'éducation et à la puissance des réseaux sociaux, et la France n'a pas su en mesurer l'ampleur et ne s'est pas adaptée à ces nouvelles réalités. L'interaction de tous ces facteurs a affaibli et précarisé les relations interétatiques que d'aucuns pouvaient croire suffisamment stabilisées.

Pour l'auteur, derrière la nouvelle fortune de la France en Afrique francophone subsaharienne, il faut lire la nouvelle fortune des États d'Afrique francophone subsaharienne qui s'installe. Le mouvement amorcé n'est pas anecdotique. Il est ancré au sommet de la pyramide sociale dans les cerveaux des présidents : les sortants à cause de leur âge (Biya, Guelleh, Ouattara, Sassou), les plus ou moins jeunes en poste (Déby, Diomaye, Doumbouya, Ghazouani, Gnassingbé, Goïta, Nguema, Talon, Tchiani, Touadéra, Traoré, Tshisekedi), et les entrants, qui existent déjà et que beaucoup d'analystes et de stratèges ne voient pas encore, par insuffisance de rationalité dans leur grille de lecture. Le mouvement amorcé n'est pas anecdotique en raison de l'énergie inextinguible pour la souveraineté qui traverse un segment non négligeable du corps social africain au sud du Sahara. Le nouvel ordre mondial est définitivement installé dans les consciences africaines subsahariennes, même si les postures stratégiques des uns et des autres ne sont pas homogènes. Entre les continuateurs d'une posture à l'ancienne imbriquée dans une relation d'alliance vassalitaire avec la France et ses soutiens stratégiques idéologiques, d'une part, et de l'autre, les initiateurs d'une position de distance voire de rupture avec l'ancien ordre mondial et la politique étrangère de la France, l'Afrique francophone subsaharienne se trouve à la croisée des chemins.

À cet égard, le pronostic d'Aboubakar Ouattara est sans appel : il n'y a pas de retour en arrière possible pour les pays d'Afrique francophone subsaharienne en rupture de relation avec la France. Un tel revirement serait un non-sens historique, *a contrario* de l'aspiration lourde et de plus en plus bruyante d'un segment non négligeable des populations pour plus de liberté dans un monde de plus en plus ouvert. La position des pays disciples de la logique des relations de l'ancien ordre mondial avec la France est un brin déconnectée de la réalité du vécu des

populations africaines et surtout des signaux faibles perceptibles dans ces populations. Cela, de Bangui à Bamako, de Bamako à Ouaga, de Ouaga à Niamey, de Niamey à Dakar, de Dakar à N'Djamena, de N'Djamena à Yaoundé, de Yaoundé à Abidjan, Lomé, Cotonou, etc. Il reste donc possible, pour les pays continuateurs de l'ancien ordre mondial avec la France, d'envisager, sous la pression historique de la tendance lourde populaire, un rapprochement avec l'option souverainiste clairement affichée par les dirigeants de la confédération AES.

S.E.M. Eugène BERG



Gérard GUERGUERIAN

Arménie, Haut-Karabakh.

Essai sur une déroute politique, militaire, morale

Paris, L' Harmattan, 2025, 242 p.

Le Caucase du Sud est un carrefour entre la mer Noire et la mer Caspienne, où se rencontrent et se mélangent l'Europe et l'Orient, le Nord et le Sud, la chrétienté et l'islam. Depuis l'aube des temps, les passions déchaînées des hommes, leurs ambitions farouches, leurs empires, du romain au perse et à l'ottoman, celles des tsars, et la quête obstinée de liberté des peuples se sont mêlées et se sont affrontées. Là-bas, au creux de ces montagnes éternelles, dans le secret de ces vallées secrètes, le souffle du temps devient un chant, un écho vibrant d'un tumulte qui ne s'apaisera jamais. C'est une invitation au silence, à une écoute profonde. Le cas du Haut-Karabakh (4400 km²) illustre cet enchevêtrement des rivalités et des intérêts, car il a mis indirectement aux prises un Azerbaïdjan chiite, alliée à une Turquie sunnite et à Israël¹, qui fournit à l'Azerbaïdjan 80 % de ses armes, à une Arménie chrétienne alliée à l'Iran chiite qui tenait à garder son accès à l'Europe et vers le nord, se méfiant d'un panturquisme qui a un pied dans l'OTAN, reprochant en outre à Bakou d'encourager le sentiment séparatiste au sein de la minorité azérie d'Iran qui représente 20 % de la population.

Gérard Guerguerian, qui n'est pas un simple observateur mais un témoin de ces terres troublées, en retrace une des dernières épopées. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, il a effectué des études approfondies en droit international et en psychologie. Avocat au barreau de Paris, il a été directeur général du Centre de la Francophonie de Stepanakert, la Maison Paul Éluard, un phare culturel qui a tenu bon jusqu'à l'invasion déchirante de l'Artsakh (ou Haut-Karabakh)

1. Le Mossad possède une importante station pour espionner l'Iran à partir de la capitale azérie. Israël, obtient 40 % de son pétrole d'Azerbaïdjan.

par l'Azerbaïdjan en septembre 2023. Cette invasion s'est soldée par la prise de contrôle de cette enclave arménienne et la fuite de ses 100 000 habitants vers l'Arménie. C'est cette intimité avec le terrain, cette connaissance vécue et éprouvée, qui donne à son récit ce souffle unique, mais aussi engagée, donc située.

Il ne s'agit point d'une simple narration froide, d'une chronologie neutre ou d'un catalogue d'événements – bien qu'il retrace l'historique de cette portion de territoire peuplé entièrement d'Arméniens, qu'en 1921, selon la maxime « *divide and rule* » (« diviser pour mieux régner »), Staline avait attribué à l'Azerbaïdjan. Depuis 1988, quand les Arméniens ont tenté de faire sécession et surtout depuis 1991, lorsque l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont devenus indépendants, ce fut une série de conflits. La première guerre d'indépendance de 1991-1994, qui a provoqué 30 000 morts, s'est soldée par une victoire du Karabakh qui a pris le contrôle de sept régions azéries proches, dites « zone de sécurité » (soit 7000 km²), l'Azerbaïdjan cédant 13 % de son territoire. La création du groupe de Minsk en 1992 réunissant Russie, France, États-Unis² pour trouver une solution au conflit s'est avérée peu concluante, Bakou et Erevan ayant rejetés les six principes proposés à Madrid en 2007 et à Kazan en 2011.

Aussi, après la reprise des hostilités en juillet 2020, l'offensive azérie entamée le 27 septembre a permis à Bakou³ de récupérer, au terme de 44 jours de combat causant la mort de 4000 soldats de chaque côté, les sept régions ainsi que la ville de Chouchi (Choucha, en azéri), berceau et lieu emblématique de la musique et de la poésie du pays, ainsi que point stratégique menant au corridor de Latchine, long de 60 kilomètres, et cela grâce à des revenus pétroliers et un budget militaire de l'Azerbaïdjan (équipée de drones turcs et israéliens) sept fois supérieur à celui de l'Arménie. Un accord de cessez-le-feu fut signé le 9 novembre sous l'égide de Moscou, prévoyant le déploiement d'un contingent de 1960 soldats russes au Haut-Karabakh, assumant ainsi la responsabilité du contrôle du cessez-le-feu en coordination avec la Turquie, au sein d'un « *centre conjoint* » aux contours flous.

Alors que tous les regards étaient tournés vers le conflit en Ukraine, en dépit des négociations secrètes menées par les deux pays sur le point de se conclure, Bakou a de nouveau lancé une vaste offensive le 13 septembre 2023, non en Artsakh mais contre l'Arménie, sur une distance de 280 kilomètres, faisant 300 victimes du côté arménien. Par cette opération, le dirigeant azéri Aliyev a démontré que la conquête

2. Ces trois pays abritent les plus importantes diasporas arméniennes, 2,8 millions en Russie (qui a en plus 2 millions d'Azéris), 1,4 million aux États-Unis, 700 000 en France.

3. Épaulée, selon des informations, de 600 militaires turcs et 2580 mercenaires syriens acheminés par la Turquie.

du Haut-Karabakh n'avait été qu'une étape d'un plan plus audacieux : s'emparer par la force de Syunik (région du Sud de l'Arménie) pour y installer le corridor de Zinguezour reliant l'exclave azérie du Nakhitchevan à la mère patrie⁴. De ce fait, ayant retiré son contingent, Moscou montrait qu'elle n'était plus le gendarme du Caucase, provoquant l'éloignement de l'Arménie se tournant de plus en plus vers l'Europe et l'Occident.

Les forces azéries ont lancé une attaque coordonnée avec la Russie, dont les troupes frontalières n'ont rien fait pour l'empêcher. L'Arménie, amie traditionnelle de la Russie, qui compte 2,8 millions des siens sur le territoire de la Fédération, pensait qu'une solidarité chrétienne jouerait, ce qui faisait fi du froid calcul des intérêts géopolitiques, Moscou ayant besoin de traverser le territoire azerbaïdjanais pour mettre en œuvre son projet d'axe Nord-Sud en direction de l'Iran et de l'Inde, du golfe arabo-persique et de l'océan Indien. Depuis Ankara, cette jonction territoriale créerait une voie directe entre la Turquie, le bassin de la Caspienne et l'Asie centrale. Elle représenterait une géopolitique altaïque, fondée sur le panturquisme, et concrétiserait l'idée d'un Grand Turkestan. Ce corridor servirait de levier de pression contre l'Iran, la Russie et la Chine, ce qui n'a pas l'heur de plaire à la Russie. D'où le cri d'âme quelque peu pathétique de l'auteur qui appelle à une paix vraie, une paix qui ne se dérobe pas, qui ne cède ni à la naïveté ni à la lâcheté. Cicéron nous a légué cette sagesse : « *La paix est la tranquillité de l'ordre* » (*Pax est tranquillitas ordinis*). Mais comment bâtir cet ordre quand la diplomatie chancelle, s'efface, ploie sous la brutalité, sous le joug de la force plutôt que sous celui de la justice ? Sénèque, avec la gravité d'un prophète, nous exhorte : « *Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas qu'elles sont difficiles.* »

Ce livre nous invite à un voyage, une traversée dans les méandres du temps et de l'espace, là où la géopolitique embrase la chair même de la tragédie humaine. Aristote, si clairvoyant, définissait la justice comme « *la disposition à rendre à chacun ce qui lui est dû* ». Que valent donc ces traités signés sur un socle instable, tremblant sous le poids de la violence ? Que mérite cet ordre bâti sur la conquête et la dépossession ? Dans ce tumulte, l'âme arménienne, blessée, résonne avec intensité. Hovhannes Tumanyan, poète à la simplicité lumineuse, nous murmure que « *La paix est la plus précieuse des richesses, plus que l'or ou l'argent* ». Paruyr Sevak, dont les vers mêlent douleur et espérance, nous rappelle que nous sommes « *les enfants d'un peuple qui ne meurt jamais* », cette flamme vive qui traverse les âges.

S.E.M. Eugène BERG

4. Les villes turques près de la frontière attendaient l'ouverture d'un tel corridor.



Charles ONANA
*Quand l'Afrique bascule. Pourquoi les Africains
 rejettent la France et l'Occident*

Paris, L'Artilleur, 2025, 495 p.

Charles Onana, docteur en science politique et chercheur indépendant, est devenu l'un des experts les plus renommés en matière d'Afrique. Dans son étude détaillée et approfondie, il examine les raisons historiques, politiques et géostratégiques du récent changement de cap de nombreux pays africains vers de nouveaux partenaires internationaux : Russie, Chine, Turquie, pays du Golfe. Ce changement s'est opéré au détriment des anciennes puissances coloniales, notamment la France, qui a été la dernière à s'ingérer si souvent dans les affaires africaines. Il démontre que cette rupture n'est ni soudaine ni conjoncturelle, mais le fruit d'un long ressentiment social, d'erreurs diplomatiques occidentales et d'une aspiration africaine à la souveraineté et à la dignité. Charles Onana montre à l'envi que les échecs des opérations occidentales (en Libye, au Sahel), le maintien de structures héritées de la colonisation, et la montée de nouvelles puissances alternatives, ont progressivement conduit à une transformation géopolitique profonde du continent. Cette rupture n'est pas intervenue subitement, et elle ne se résume pas au retrait des forces françaises du Sahel (2022-2025). C'est le long passé colonial et les approches néocoloniales (franc CFA, soutien à certaines élites, dépendance économique) qui ont nourri un ressentiment durable. On lira avec intérêt sa description fouillée de la manière dont la France a voulu se ménager une exclusivité dans l'exploitation des ressources d'uranium au Niger, en République Centrafricaine (RCA) ou au Gabon, comme les pratiques d'Elf-Aquitaine. Ces pratiques relèvent certes d'un passé révolu, mais les juger avec nos yeux d'aujourd'hui reste réducteur. Il ne faut pas oublier que pour la France, après sa défaite de 1940 et son entrée au Conseil de Sécurité en 1945, maintenir sa présence en Afrique face aux revendications concurrentielles des États-Unis, de l'URSS, puis de la Chine populaire, était une priorité absolue.

Les interventions occidentales récentes n'ont fait à l'évidence qu'aggraver le rejet. La guerre en Libye, en 2011, qui a débordé les termes de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations Unies et entraîné la chute du régime de Kadhafi, un élément de stabilité régionale, bon an mal an, a ébranlé toute la région du Sahel en libérant des mercenaires et en autorisant aux djihadistes de récupérer habilement

leurs armes. L'inefficacité perçue des missions militaires comme *Serval* (2013) puis *Barkhane* (2014-2022), ainsi que la contradiction entre le discours humanitaire et les intérêts stratégiques occidentaux, ont permis l'émergence de partenaires alternatifs – Russie, Chine, Turquie, Inde, pays arabes – ouvrant des voies diplomatiques qui limitent l'influence traditionnelle de l'Occident. La jeunesse africaine, qui constitue le quart, sinon le tiers de la population africaine au sud du Sahara, largement inemployée, est mieux informée, éduquée et connectée, et conteste les relations jugées paternalistes avec l'Occident. Une jeunesse qui ne veut plus de dépendance, qui conteste les anciennes élites « françafricaines », et qui se mobilise dans l'espace public (manifestations, réseaux sociaux, mouvements intellectuels). Pour Onana, l'Occident a sous-estimé cette dynamique démographique, culturelle et politique. Ce soulèvement des descendants des pères fondateurs de l'indépendance africaine est un courant profond que l'Occident a mal saisi, en dépit des analyses fouillées des spécialistes du continent. Les discours moralisateurs, l'absence d'écoute, et le mépris ressenti ont contribué à accroître la distance culturelle et politique.

Aujourd'hui, la multipolarité, la course aux minéraux stratégiques dont regorge l'Afrique (or, platine, manganèse, antimoine, vanadium, chrome, dont les deux tiers des réserves se trouvent en Afrique australe) donnent aux Africains une marge de manœuvre inédite. Les mobilisations populaires expriment une volonté de rupture symbolique et politique. La stratégie française a produit des résultats limités, la communication française étant décalée des attentes locales, les populations ayant vu les forces occidentales comme inefficaces ou ambiguës. On observe ainsi une accélération de la réorganisation des alliances, des ruptures dans les relations diplomatiques, ainsi qu'une hausse des discours panafricains, avec ceux tenus par le Premier ministre sénégalais Ousmane Sonko. De plus, on note un déplacement du centre de gravité de la politique africaine. Le monde francophone vit actuellement une profonde transformation, ce qui signifie que l'Occident doit revoir ses stratégies s'il veut continuer à être perçu comme un partenaire fiable.

La bonne compréhension des relations franco-africaines dont fait preuve Charles Onana, sa mise en contexte historique solide, son analyse claire des erreurs géopolitiques occidentales, sa connaissance fine des dynamiques populaires africaines, sont à saluer. Cependant, en souhaitant surplomber son sujet, il a tendance à minimiser les responsabilités internes (gouvernance, corruption, conflits locaux, approches claniques, rendent son étude un peu biaisée). Surtout, sa vision est trop binaire : peut-on résumer les rapports à la formule « Occident vs Afrique » ? Car, manifestement, bien d'autres puissances interviennent dans les conflits africains, comme

les Émirats arabes unis au Soudan, ce qui entraîne des conséquences dramatiques. Sa présentation parfois favorable aux alternatives, comme la Russie, la Chine ou la Turquie, tend à montrer que l'engagement de ces puissances est plus désintéressé que celui des Occidentaux.

Pour preuve : à la veille du sommet du G20, boudé par Donald Trump, l'Afrique du Sud et l'Union européenne (UE) ont signé le 20 novembre 2025 un mémorandum d'entente sur les minéraux critiques. Ce partenariat s'inscrit dans la stratégie européenne de diversification et de sécurisation énergétique, alors que l'UE poursuit sa sortie progressive de la dépendance au gaz russe. Il intervient également dans la continuité des 12 milliards d'euros d'investissements annoncés par Bruxelles en octobre 2025, un engagement destiné à renforcer sa présence face à la montée en puissance des initiatives chinoises, dont les « Nouvelles routes de la soie ». Pour maintenir sa présence dans un environnement de plus en plus concurrentiel, Bruxelles déploie sa stratégie *Global Gateway*, lancée en 2022, qui prévoit au moins 150 milliards d'euros d'investissements en Afrique d'ici 2030.

S.E.M. Eugène BERG



Thomas SNÉGAROFF et Benjamin STORA
France / Algérie. Anatomie d'une déchirure
 Paris, Les Arènes, 2025, 194 p.

Que de livres, de témoignages, de mémoires ont été écrits sur les relations entre la France et l'Algérie et ce flux n'est pas près de se tarir. Parmi ceux-ci celui-ci se distingue par sa concision, sa clarté et surtout sa présentation. À l'aide de cartes, de tableaux chronologiques, des citations fort variées, il offre, sous forme de réponse à des questions, toutes celles que l'on se pose, il propose un tableau tout à fait actuel et équilibré de ce drame plus que centenaire. De 1519, lorsque les notables d'Alger demandent leur rattachement à l'Empire ottoman, à l'été 2025, il déroule le fil ininterrompu des événements, dont les uns ont marqué gravement la mémoire collective sur les deux rives de la Méditerranée, mais dont les autres sont passés quasi inaperçus. Le portrait de bien des figures sont esquissés : connues, comme Abd el-Kader ibn Muhiedddine (1808-1883), ou moins, comme Ismaïl Urbain (1812-1884), ce saint-simonien, converti à l'islam, devenu l'interprète de Bugeaud, défend l'idée d'une Algérie franco-musulmane dans *L'Algérie pour les Algériens*, ouvrage paru en 1861.

Une des originalités de ce livre est qu'il aborde aussi le chapitre métropolitain de la guerre (les manifestations s'étant produites sur le territoire métropolitain, la guerre entre clans nationalistes, lieux d'implantation des quelque 30 000 à 40 000 harkis en France). Sur les victimes de la conquête mortes au combat (1830-1871, 7500 Français, 75 000 Algériens), des massacres du 8 mai 1945 à Guelma et à Sétif (de 5000 à 30 000 selon les historiens, 45 000 selon les Algériens), de la guerre d'indépendance (24 614 soldats français, 132 290 soldats de l'ALN, entre 300 000 et 400 000 civils), on le voit les fourchettes sont assez larges. Les grandes opérations, bataille d'Alger (janvier-octobre 1957, plan Challe consistant à quadriller et verrouiller l'Algérie (1959-1961), les auteurs fournissent des cartes précises. On plonge avec intérêt dans les écrits des acteurs, des témoins, des protagonistes de cette histoire partagée. Qu'il s'agisse de La Nuit coloniale de Ferhat Abbas, président du GPRA en 1958 avant d'être écarté par le FLN en 1962, du plaidoyer des opposants à la concentration des pouvoirs comme celui de Hocine Aït Ahmed (1926-2015), des tribunes de François Mauriac dans *L'Express*. Et bien sûr Albert Camus qui s'est ému dans des articles dans *Alger républicain* de la misère de la Kabylie et qui en 1958, pour sortir de la guerre, proposa de transformer « l'Algérie nouvelle » en une fédération de communautés, ce qui lui valut d'être taxé d'irréaliste. Pourtant l'auteur de *L'Étranger* reste un témoin incontournable.

Il n'est pas facile de rédiger l'épilogue d'une histoire qui n'est pas achevée, concluent les auteurs. Les mémoires ne se superposent pas, elles se heurtent, écrit Benjamin Stora. Ce poids de l'histoire qui pèse non seulement sur les rapports franco-algériens, mais sur le devenir du Maghreb et même celui de l'ensemble de la coopération euro-méditerranéenne, quand en seront dessaisi ? Au vu du sort dévolu à l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal, on voit que l'apaisement n'est pas en vue.

S.E.M. Eugène BERG



Olivier ANTOINE (préf. **Sébastien Abis**)

Géopolitique du soja

Paris, Armand Colin, 2025, 224 p.

Le soja a été dès 2018 la victime du bras de fer sino-américain – la Chine absorbant 60 % des exportations américaines, et il présente une réelle importance pour le Brésil, l'Argentine et le Paraguay, qui assurent désormais 67 % des exportations mondiales à peu près, le chiffre que représentaient la part des exportations américaines dans le monde en 1990. C'est dire la dimension de ce basculement, que

décrit avec ampleur Olivier Antoine, directeur général du cabinet de conseil ORAE.

Après le maïs, le soja est la seule denrée agricole dont la production a doublé, passant de 175 Mt en 2000) à 420 Mt en 2025. Le soja n'est pas une simple culture. Il est la première source de protéines végétales pour l'alimentation animale (volailles, porcs, bovins) ; il conditionne donc la production de viande, de lait et d'œufs. Il est aussi utilisé pour des produits industriels et le biodiesel, surtout dans le Cerrado brésilien. Une poignée de pays contrôle l'immense majorité de la production et du commerce. En conséquence, toute tension sur le soja affecte les prix alimentaires mondiaux, les politiques agricoles et les équilibres géoéconomiques.

Le Brésil en est devenu le premier producteur et exportateur mondial avec l'expansion massive dans le Cerrado et l'Amazonie, ce qui entraîne des enjeux déterminants de déforestation. En à peine trente ans, de 1990 à aujourd'hui, les surfaces de soja sont passées de 11 à 44 millions d'hectares, la production a bondi de 24 à 155 millions de tonnes, et les quantités exportées ont explosé, passant de 4 à près de 100 millions de tonnes, générant au passage plus de 50 milliards de dollars. Ce qui lui confère une influence géopolitique croissante, principalement via ses exportations vers la Chine. Le Brésil utilise le soja pour renforcer son rôle dans les BRICS et sur les marchés agricoles. Pour les États-Unis, longtemps numéro un et maintenant concurrencés par le Brésil, le soja reste un outil de politique commerciale, notamment dans le cadre de la rivalité avec la Chine. Les subventions américaines jouent un rôle important dans les guerres commerciales. L'Argentine, acteur clé malgré une incertitude économique, est le premier exportateur mondial de tourteaux de soja (protéines pour l'élevage). Quant à la Chine, elle est le cœur de la demande mondiale, puisqu'elle absorbe 60 % du commerce mondial, principalement pour nourrir ses élevages intensifs (porcs, volailles). Pékin pense à sécuriser un approvisionnement stable avec sa diversification vers le Brésil, les USA, la Russie.

L'Union européenne dépend fortement du soja, principalement utilisé dans l'élevage. Elle est très dépendante du Brésil et de l'Argentine, ce qui entraîne des préoccupations éthiques et environnementales. Pour y remédier, l'UE cherche à promouvoir des certifications durables et à accroître la production locale de soja non-OGM. On a vu combien ont été vifs les débats politiques sur l'accord UE-Mercosur en raison du rôle du soja dans la déforestation. Le soja est une des premières causes indirectes de déforestation tropicale (Amazonie, Cerrado, Chaco).

Il est souvent associé à de vastes monocultures industrielles d'utilisation d'OGM et d'herbicides (notamment le glyphosate), ce qui soulève des enjeux sanitaires et écologiques. Le biodiesel issu du soja contribue à la demande : l'Argentine en est un grand producteur. Les politiques environnementales (ou leurs reculs) affectent directement les marchés. L'auteur montre bien l'influence des *traders* mondiaux : les quatre géants (ADM, Bunge, Cargill, Louis-Dreyfus – les « ABCD ») contrôlent une énorme part du commerce du soja, renforçant leur rôle quasi géopolitique.

L'avenir géopolitique du soja dépendra-t-il de la montée de l'Afrique comme autre front de production (Mozambique, Nigeria)? Est-ce que la transition alimentaire mondiale, moins de viande entraînant moins de soja, sera un facteur déterminant? De même, l'innovation jouera un rôle capital : soja sans déforestation, protéines alternatives, fermentation, insectes. À moyen ou long terme, le soja, céréale du xx^e siècle, ne serait plus la seule source de protéines, mais pour le moment son rôle est appelé à durer.

S.E.M. Eugène BERG